

2. — Sauf autorisation du *gouverneur de province*, sur avis conforme de l'autorité sanitaire, toute irrigation est interdite dans une zone d'un kilomètre de profondeur autour du périmètre des aérodrômes et des quartiers habites des circonscriptions urbaines, centres résidentiels, industriels, miniers et commerciaux.

3. — Chaque réseau d'irrigation sera équipé d'un dispositif hydrotechnique permettant d'évacuer à tout moment l'eau en excès et de provoquer des fluctuations brusques du plan d'eau.

4. — L'exploitant appliquera à ses frais, sauf dérogation à accorder par le *gouverneur de province*, toutes mesures jugées utiles par l'autorité sanitaire locale pour combattre la prolifération des vecteurs de maladies endémiques ou

## DISETTES

### 20 AOUT 1927 — ORDONNANCE LÉGISLATIVE n° 7.

#### Mesures préventives en vue des disettes de vivres.

(*B.O.R.U.*, 1927, p. 283).

Approuvée par Décret du 3 décembre 1927 (*B.O.R.U.*, 1927, p. 283).

Modifiée par O.L.R.U. n° 14/A.E. du 26 mars 1942 (*B.O.R.U.*, 1942, p. 16).

1. — Indépendamment des approvisionnements de graines nécessaires aux semailles, qui ne seront pas inférieurs à 10 kilogrammes par habitant, tout *indigène autochtone* adulte de sexe masculin résidant dans sa *chefferie* est tenu de constituer à l'époque de la récolte des céréales et des légumineuses et aux dates fixées par le *Résident* compétent des réserves de vivres destinées à la consommation de sa famille.

Ces réserves seront calculées à raison de 60 kilogrammes de vivres par tête d'habitant.

Leur conservation sera assurée dans les conditions prescrites par le fonctionnaire compétent et elles ne pourront être entamées qu'aux dates et dans la mesure qu'il déterminera.

2 et 3. — [...]

(Abrogés par O.L.R.U. n° 14/A.E. du 26.3.1942)

4. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance ainsi qu'aux mesures prises pour en assurer l'exécution seront punies d'une amende qui ne dépassera pas 2.000 francs et d'une *servitude pénale* qui ne sera pas supérieure à six mois ou de l'une de ces peines seulement sans préjudice à tous dommages-intérêts qui pourraient être dus aux *indigènes*.

— Le nouveau Code Pénal (D.L. n° 21/77 du 18.8.1977) a remplacé la servitude pénale par l'emprisonnement comme peine privative de liberté.

5. — Les *Résidents* sont chargés, etc.